

**Séance du Conseil général du 2 mai 2011
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Gilles Cattin, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux, aux Conseillers généraux et à la presse. Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, Monsieur Gilles Cattin procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 20 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur Gabriel Bilat est absent.

Tous les Conseillers communaux sont présents.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 14 du 13 avril 2011
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 13 décembre 2010
3. Communications
4. Questions orales
5. Motions et postulats
Accorder au Conseil communal un délai complémentaire pour la réalisation de la motion de M. Y. Chappatte relative à la révision du règlement d'organisation
6. a) Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 209'000.00 destiné à l'acquisition d'une partie du feuillet no 137, d'une superficie de 3346 m² environ, propriété de MM. Jeanbourquin Fabien et Ronald ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte relatif à la propriété foncière concernant cette acquisition
c) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition
7. Election d'un membre à la commission "Structure d'accueil" en remplacement de M. Marcel Humair, démissionnaire

Aucune remarque n'étant faite, l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 13 décembre 2010

Monsieur le Président, Gilles Cattin, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

3. Communications

a) Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, fait part des communications suivantes :

Dossier Franck Muller : suite à de nombreux téléphones, courriers, courriels, la Société Franck Muller nous a proposé le marché suivant pour acquérir à nouveau ces terrains : le prix du terrain vendu, soit Fr. 20.00/m², plus une plus-value de Fr. 120'000.00, plus les frais notariés de Fr. 20'000.00 environ. Nous avons négocié, avons discuté avec eux et à la fin, ils ont coupé la poire en deux et ont accepté une plus-value de Fr. 60'000.00, plus les frais notariés. Pour justifier leur plus-value, ils nous ont dit qu'ils avaient élaboré des plans au millimètre près pour cette zone. Avant de poursuivre les négociations, le Conseil communal a demandé de consulter ces plans. Il s'avère que cette plus-value n'est autre que les plans que la Commune avait commandés pour les séances d'information pour le lancement de ce projet, plans rachetés par la suite par la Société Franck Muller. Dans ces conditions, le Conseil communal a décidé de ne plus donner suite à ce rachat avec cette plus-value. Nous attendrons le mois de juillet 2012 pour faire valoir notre droit de réméré et ceci sans plus-value ni frais notariés. Pour indication : depuis que le plan de zones a été accepté, nous avons 3'000 m² de terrain industriel à disposition.

Projet d'implantation d'éoliennes sur la Commune : avec la Commission énergie, nous avons conjointement demandé une rencontre avec Monsieur le Ministre Receveur, ainsi que le Service de l'aménagement du territoire et le Service de l'énergie du Canton afin qu'il y ait une prise de position du Canton sur ce projet éolien avant d'intervenir ou de faire des démarches coûteuses pour élaborer un plan spécial.

Triage forestier : suite à la démission de Monsieur Adrien Cattin, le triage forestier Franches-Montagnes Ouest dont nous faisons partie a décidé d'engager Monsieur Jeanguenat Daniel, ancien-garde forestier de Glovelier, à raison d'un taux d'occupation de 50 %.

Car postal : comme chaque année, nous avons renouvelé la convention qui nous lie pour les courses Biaufond – La Chaux-de-Fonds par car postal pour un montant de Fr. 2'735.00 pour la Commune des Bois.

Taxe au sac : afin de répondre à la motion de Monsieur Daniel Hubleur pour la taxe au sac, nous avons fait appel à la Société CSC Déchets SA de Tramelan pour l'établissement d'un projet complet pour l'introduction de cette taxe, travail qui nous coûtera environ Fr. 13'800.00, crédit accepté par le Conseil communal.

Vente aux enchères du domaine de Biaufond : certaines personnes m'ont fait part de remarques concernant cette vente aux enchères. L'exécutif s'est approché de l'Office des poursuites et faillites pour éventuellement miser sur une parcelle de forêt jouxtant la forêt de Derrière les Cras appartenant à la Commune. Malheureusement, cette parcelle jouxtant celle de la Commune fait partie intégrale du domaine agricole de Biaufond. Il n'y a donc aucune possibilité de morceler cette entité et aucune possibilité pour une communauté d'acheter un domaine agricole. Nous avons donc décidé de laisser tomber ce projet.

Avancement de divers chantiers : le chantier de dédoublement de la conduite d'eau du Peu-Claude au Bois-Français est terminé. Les travaux de la route des Prés-Derrière vont

débuter la semaine prochaine. Les travaux de réfection de la route du Jourez ont été attribués à l'entreprise FMGC SA et le sanitaire à l'entreprise F. & J.-M. Jobin SA ; ces travaux débiteront début juin.

Association "non au nucléaire" : pour information, l'exécutif a décidé d'adhérer à cette association.

Gazon de la STEP : les membres du Conseil communal et les ouvriers de la STEP ont décidé à titre personnel de s'occuper du gazon de la STEP en achetant des agneaux. Bon appétit à eux !

Comptes 2010 : on peut vous donner un préavis sur les comptes 2010 qui bouclent avec un excédent de recettes d'environ Fr. 400'000.00.

4. Questions orales

1) Monsieur Marcel Barthoulot : que prévoit la Commune pour d'éventuelles économies d'énergie ? Exemples : les lumières vers le cimetière et le début de la rue qui mène chez Monsieur Nicolas Willemin. Réduire la luminosité ? Retarder l'illumination des lampes publiques ?

Monsieur Michäel Clémence : au niveau de l'éclairage public, je vous rappelle que tout est géré par notre fournisseur à Saint-Imier où se trouve une cellule qui capte la luminosité de la région ; cela influence également toutes les autres communes. Concernant l'économie d'éclairage, il faut savoir que la rue Guillaume-Triponez est dotée de lampadaires économes, c'est-à-dire qu'aux environs de minuit l'éclairage baisse et il augmente à partir de 4 heures du matin. Pour l'éclairage du cimetière, nous avons fait un projet concernant une modification. En diminuant quasiment de moitié l'éclairage, on économiserait Fr. 325.00 et 1'300 kw/h. Par contre, on devrait investir Fr. 10'000.00. A l'heure actuelle, le Conseil communal a décidé de doter la future zone à bâtir de lampadaires "intelligents". Par contre, pour tout ce qui est en service, c'est très difficile de faire quelque chose à moindre coût. Pour cela, nous avons demandé à la Commission énergie de plancher sur le projet de tout l'éclairage. C'est vrai que cela ne sera pas évident de travailler avec des lampadaires en service, c'est plus facile d'intervenir dans la nouvelle zone à bâtir.

Monsieur Marcel Barthoulot est satisfait.

2) Madame Marianne Guillaume : où en est le projet de halle de gymnastique ? Peut-on avoir quelques informations ?

Madame Nancy Braendle : ce projet est actuellement en mains de l'architecte-conseil qui réunit toutes les idées proposées par les sociétés, les gens du village. Il fait le tri entre ce qui sera possible de réaliser et ce qui ne le sera pas. D'ici un bon mois, il y aura une réunion de la Commission durant laquelle il nous présentera ce qui sera réalisable. Dès que cela sera chiffré, nous présenterons cela au public.

Madame Marianne Guillaume est satisfaite.

3) Monsieur Blaise Willemin : on a pu voir dernièrement dans la presse régionale qu'une commune ajoulote avait baissé sa consommation d'électricité de 7 % en éteignant l'éclairage public 25 minutes plus tôt le matin et en l'allumant 25 minutes plus tard le soir. En passant de 25 minutes à 1 heure, on arrive environ à 15 % d'économie. Comme il semblerait que toutes les communes franc-montagnardes soient reliées par un seul interrupteur de La Goule SA à Saint-Imier, le Conseil communal peut-il nous dire s'il est

disposé de proposer aux autres communes de modifier les horaires d'éclairage de nos villages ?

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : avec l'association des Maires, on planche sur l'idée de réduire l'électricité au niveau franc-montagnard. C'est vrai que nous n'avons que La Goule SA comme fournisseur et qu'il n'est pas facile de traiter avec cette société. D'ici six mois, on pourra vous présenter quelque chose de concret, le but étant d'économiser et de baisser l'éclairage public dans toutes Les Franches-Montagnes.

Monsieur Blaise Willemin est satisfait.

4) Monsieur Vincent Berger : le mur situé à la hauteur du passage pour piétons vers l'auberge de l'Ours diminue fortement la visibilité pour les automobilistes ainsi que celle des piétons. Il remet en cause la sécurité de chacun et surtout celle des nombreux enfants qui empruntent ce passage pour se rendre à l'école. Comment la Commune peut-elle remédier à ce problème sachant que ce mur n'a plus aucune utilité ?

Monsieur Michäel Clémence : voici plusieurs mois, nous avons demandé aux propriétaires de ce mur de le détruire pour les raisons précitées. Ils étaient d'accord, mais sous de nombreuses réserves, réserves que le Conseil communal n'a pas pu accepter car elles auraient pu être trop coûteuses. Maintenant, nous pouvons éventuellement simplifier ce passage et la solution se trouvera au point 6 de l'ordre du jour de ce soir. En cas d'acquisition de ce terrain, nous pourrions très bien aménager un chemin pour les écoliers depuis ce terrain jusqu'à l'école. Cela serait la meilleure solution. Mis à part ce mur, il y a aussi l'engorgement entre l'Ours et la maison voisine. Si on déplace quelque peu ce chemin, cela résoudra beaucoup de problème.

Monsieur Vincent Berger est satisfait.

5) Monsieur Daniel Hubleur : depuis l'installation des dernières éoliennes sur le territoire franc-montagnard, que ce soit à Saint-Brais ou au Peuchapatte, le débat fait rage et devient même virulent dans certaines communes. Aux Bois, les discussions prennent aussi de l'ampleur sachant que nous sommes prévus sur le plan directeur cantonal comme lieu potentiel d'implantation d'éoliennes industrielles. Nous sommes tous concernés par ce débat de société car, d'une part nous sommes sensibles à l'importance de trouver des solutions de production d'énergies renouvelables, mais conscients également de maintenir nos paysages. La dimension des dernières installations a, il est vrai, faussé complètement ce débat car la première impression plutôt positive que l'on avait en voyant les éoliennes du côté de Mont-Crosin – Mont-Soleil s'est transformée en doute et questions de tout ordre. Les langues se délient également dans la commune et on apprend que plusieurs propriétaires terriens touchent déjà des montants de la part des grandes entreprises électriques, ce qui à nouveau laisse courir les rumeurs les plus fantaisistes sur ce sujet que ce soit sur les montants réellement touchés et les engagements pris par ces propriétaires qui ne sont d'ailleurs pas à critiquer car, je pense qu'à l'époque, comme je l'ai indiqué avant, le débat était différent. Aussi, face à cette tension montante et toutes les rumeurs, suspicions et autres critiques liées à ce sujet, je me permets de poser les questions suivantes au Conseil communal :

1. Le plan directeur cantonal prévoit, semble-t-il, l'installation de 6 éoliennes sur le territoire communal, où en est ce dossier, le Conseil communal a-t-il eu ou aura-t-il des discussions à ce niveau, peut-on savoir où elles sont prévues ?

2. Peut-on connaître la procédure exacte qui sera appliquée pour l'installation d'éoliennes sur le territoire communal, soit votation sur la modification du plan de zones, dépôt de plans, etc. ?
3. Le Conseil communal est-il au courant des tractations réalisées entre les propriétaires terriens et les grandes sociétés électriques et peut-il nous donner des explications sur leur portée et leurs contraintes pour la suite ?
4. A l'instar de certaines communes environnantes, que pense le Conseil communal d'un éventuel moratoire sur la question qui permettrait de rassurer la population et éviterait d'augmenter les tensions actuelles ?
5. Enfin, le Conseil communal envisage-t-il une information objective sur ce sujet et si oui par quels moyens (tout-ménage, débat public, etc.) ?

Merci d'avance pour vos réponses.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je remercie Monsieur Hubleur qui a eu l'élégance de me faxer ses nombreuses questions. De cette façon, je vais tenter de répondre assez succinctement, quoi qu'il y ait déjà passablement de matière. Il n'y aura pas lieu de faire un débat sur les éoliennes ce soir, mais je pourrai donner tout de même un certain nombre d'informations. Vu la tournure des événements, il est peut-être bon de faire le point.

1. Effectivement, ce sont six éoliennes qui ont été prévues sur le territoire communal. Cela figure dans un document du Département de l'environnement et de l'équipement qui date de décembre 2008. Au vu de la tournure des événements, de la notion de distance par rapport aux habitations, du développement de la technologie, ce document a-t-il encore de la valeur ? Elles sont prévues au nord, à l'est, au sud du Peu-Claude. Même une extension ultérieure éventuelle est prévue aux Fonges, au Crêt-Brûlé et au lieu-dit Chez Jacques Ignace. Un document pdf avec carte et photomontage est à disposition. Durant l'année 2009, votre serviteur a travaillé sur ce dossier avec les collègues responsables des Communes des Breuleux et du Noirmont car il était cohérent d'appréhender la problématique d'un hypothétique parc éolien Les Breuleux – Le Noirmont – Les Bois de manière concertée. Ensemble, nous avons reçu des promoteurs et analysé leurs offres. Toujours en 2009, avec le bureau Planair, nous avons réalisé un cahier des charges pour le choix d'un développeur éolien et retenu d'un commun accord comme éventuel futur partenaire le consortium ADEV-ALPIQ-SOL-E, consortium créé pour l'occasion. Aux Bois, comme ce dossier devenait très lourd, nous avons décidé de le confier également à la Commission de l'énergie, que le Conseil général a nommée. Ensemble, les trois communes ont cheminé un bout de temps puis Le Noirmont, plus pressé que ses partenaires, pour des raisons qui lui sont propres, a décidé de prendre son envol tout seul et de poursuivre seul les opérations. Les Communes des Bois et des Breuleux, n'ayant pas encore obtenu toutes les réponses aux questions préalables à l'établissement d'un plan d'affectation spécial, n'ont pas été en mesure d'avancer beaucoup plus loin dans ce dossier. Ce qui ne veut pas dire qu'on l'a mis de côté et abandonné. Chez nous, la Commission énergie a tenu plusieurs séances sur la question et émis, le 2 novembre dernier, un pré-rapport à l'intention du Conseil communal. Fort des recommandations contenues dans ce document, le Conseil communal a estimé, avant d'entreprendre quoi que ce soit d'autre, de solliciter une entrevue avec le Ministre et les services cantonaux concernés. Il y a eu depuis redistribution des cartes au Gouvernement et nous sommes toujours dans l'attente d'un rendez-vous lors duquel la Commune des Bois, représentée par son Conseil communal et la Commission de l'énergie, pourra obtenir

les réponses qu'elle est en droit de poser, avant de poursuivre et lancer la procédure d'une étude éventuelle d'un plan spécial d'affectation. Je rappelle que sans l'existence de ce plan spécial, qu'il faudra valider dans un deuxième temps, aucune éolienne ne peut être implantée sur le territoire communal.

2. La Commission de l'énergie et le Conseil communal sont du même avis. Il faudra informer la population du village dès que l'état d'avancement du dossier le permettra. La décision de lancer un plan spécial ne sera pas prise uniquement par le Conseil communal, bien que cela relève de sa compétence. Nous pensons poser la question au Conseil général car les enjeux sont très importants ; j'en rappelle quelques-uns : étude d'impact sur l'environnement, étude des nuisances pour les riverains, description technique précise du matériel prévu, modèle de dédommagement pour les propriétaires, les riverains et la collectivité, proposition ferme des rétributions prévues, construction d'une éventuelle ligne électrique supplémentaire pour distribuer le courant, amélioration de la ligne d'approvisionnement en courant électrique de la Commune, garantie que le surcoût pour le transport du courant, généré par le doublement et le renforcement des lignes électriques, ne doive pas être pris en charge par les consommateurs. Dans un deuxième temps, si la décision de confier l'étude d'un plan spécial était admise par votre autorité, l'acceptation de ce plan sera soumise à un référendum populaire obligatoire. Je rappelle que l'étude d'un plan spécial est coûteuse et est prise en charge par les promoteurs. Une telle étude, à mon avis, ne devrait être lancée que si l'on entend y donner une suite.
3. Nous savons que les promoteurs ont eu une conduite, à notre avis, indigne et qui relève de la foire d'empoigne. Leurs pratiques qui ont consisté à graisser la patte des privés, en cachette, ne les honorent pas. Elles ont un caractère détestable, qui ne les rend pas sympathiques et crédibles et dévoilent bien leur vrai visage d'entrepreneurs avides de profit. Ces tractations secrètes, mais connues, n'ont d'autre but que de marquer le territoire et de fluidifier les contacts nécessaires à la réalisation d'un parc éolien. En agissant ainsi, ils veulent passer en force par-dessus les planifications cantonales et communales et forcer les décisions grâce à leurs petites mallettes bourrées de fric. Nous ne connaissons pas nommément tous les concitoyens qui ont signé des conventions avec les promoteurs, mais avons vu une liste de propriétaires de terrains communaux concernés bien fournie. Les enjeux financiers sont tels que les promoteurs ne sont pas très regardants et ont sucré largement, tous azimuts.
4. C'est clair, l'importance des enjeux, la problématique éolienne dans nos Franches-Montagnes, sur notre territoire communal, réclame qu'on examine avec soin tous les tenants et aboutissants de la question, sans se presser et en résistant aux appels insistants pour ne pas dire aux pressions des promoteurs. Au Conseil communal, nous sommes d'avis que la population devra, je l'ai déjà dit, être informée et associée, dès que possible, aux décisions futures.
5. Pour l'instant, tant que nous n'aurons pas eu les éclaircissements, les garanties, les réponses à de nombreuses questions préalables, tant de la part du Gouvernement et de ses services ainsi que des promoteurs, nous n'entreprendrons rien. La balle n'est pas dans notre camp pour l'instant.

Monsieur Daniel Hubleur est satisfait.

5. Motions et postulats

Accorder au Conseil communal un délai complémentaire pour la réalisation de la motion de M. Y. Chappatte relative à la révision du règlement d'organisation

Monsieur le Président, Gilles Cattin : cette motion a été déposée le 18 mai 2009. Par conséquent, je donne la parole au Conseil communal concernant l'état des travaux et du délai éventuel dont il juge avoir besoin.

Entrée en matière.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : effectivement, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, dans ce sujet, nous avons pris quelque retard et il convient d'entrer en matière sur cet objet afin que nous puissions nous remettre en ordre avec les dispositions réglementaires. Petit rappel des faits : une commission a été formée en 2010 avec Mesdames Marianne Guillaume, Sabine Cattin-Clémence, Monsieur Urs Moser et moi-même. Elle s'est réunie à cinq reprises en 2010, de mars à octobre. Nous avons revu ce règlement afin qu'il soit en lien avec les besoins de notre collectivité selon l'objectif des auteurs de la motion. Au mois d'octobre, nous avons livré une nouvelle version du règlement d'organisation et l'avons fait parvenir aux partis politiques pour examen. Les groupes consultés nous ont fait parvenir leurs remarques. Nous avons reçu les dernières le 28 décembre passé. Suite à un concours de circonstances (vacances, maladie), nous n'avons pas encore réuni la Commission de révision pour la prise en compte des diverses remarques formulées. Ceci devrait se faire durant le mois de mai et une seule séance devrait suffire. A la fin du mois de mai donc, nous serons en mesure de livrer nos propositions définitives au Conseil communal qui, à son tour prendra position vraisemblablement durant le mois de juin. Il faudra ensuite faire parvenir le document révisé au Service des communes pour examen et approbation. Nous ne savons pas combien de temps ce service, actuellement en réorganisation, mettra pour cela. Nous pensons qu'en septembre, il devrait être possible de soumettre au Conseil général les propositions de révision, mais afin de parer à toute surprise, nous vous demandons de bien vouloir nous accorder un délai jusqu'à la fin de l'année.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Débat de fond.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je n'ai rien à ajouter.

Monsieur Yann Chappatte : je remercie Monsieur Dubois pour les propos tenus et les explications fournies. En faisant un certain nombre de réflexions et après avoir lu attentivement ce règlement d'organisation, on doit remercier la Commission qui a fait un travail assez conséquent, c'est vrai que c'était lourd à traiter. On peut effectivement imaginer le temps qui a été pris. Il y a eu un petit délai d'attente qui a été bref, trois mois, ce n'est pas forcément dramatique. Le besoin était surtout que la demande soit traitée puisqu'elle émanait, je le rappelle, de l'ensemble des partis et elle faisait suite à une discussion qui avait généré un certain nombre de problèmes dans la Commune concernant des interprétations du règlement qui n'était pas toujours très clair. Si on a bien entendu les dates, on parle de septembre, ma position tout comme celle du parti était de demander que cela soit discuté au Conseil général avant la fin de cette année. Le délai qui nous est proposé est tout à fait en lien avec nos attentes. Ce besoin a été identifié par l'essentiel des partis, je le répète, besoin qui n'est pas à discuter. Acceptons donc ce report.

Au vote, le point 5 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

6. a) Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 209'000.00 destiné à l'acquisition d'une partie du feuillet no 137, d'une superficie de 3346 m² environ, propriété de MM. Jeanbourquin Fabien et Ronald ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte relatif à la propriété foncière concernant cette acquisition
c) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition

a) Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 209'000.00 destiné à l'acquisition d'une partie du feuillet no 137, d'une superficie de 3346 m² environ, propriété de MM. Jeanbourquin Fabien et Ronald ainsi que son financement

Entrée en matière.

Monsieur Gérard L'Hôte : lors de la révision partielle du plan de zones il y a deux ans, le secteur situé entre l'école et la rue du Doubs a été mis en zone d'utilité publique. L'achat d'une première parcelle a été fait il y a deux ans à la famille de Feu Paul-Henri Bilat. Un accord ayant été trouvé avec les propriétaires voisins, le Conseil communal propose d'acquérir également la parcelle voisine. L'affectation de cette parcelle par la Commune n'est pas encore définie, mais son acquisition permettra aux autorités de posséder des surfaces susceptibles d'accueillir de nombreux projets discutés ces dernières années. C'est pourquoi, le Conseil communal vous prie d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Débat de fond.

Monsieur Gérard L'Hôte : le terrain susmentionné, suite à la modification partielle du plan d'aménagement local, est en zone d'utilité publique. Il ne peut donc servir qu'à des projets publics. Dans le cadre des aménagements extérieurs du projet de la halle de gymnastique, l'acquisition de cette parcelle de terrain s'avèrerait judicieuse. Cela permettrait, par exemple, d'aménager un passage entre la rue du Doubs et l'école primaire, de réaliser des mesures de circulation le long de cette rue, d'aménager des places de stationnement, de prévoir d'autres projets en annexe du projet de la halle pour le Service de défense ou pour le Service des travaux publics. Les conditions de ventes mentionnées dans le rapport qui vous a été remis sont identiques à celles qui avaient été convenues pour l'acquisition de la parcelle voisine. Enfin, l'acquisition de cette parcelle n'est pas directement liée au nouveau projet de halle de gymnastique. Celle-ci permettra également, comme mentionné plus haut, la réalisation de différentes mesures pour l'amélioration de la sécurité des piétons dans tout le secteur de Rière-le-Village. Le financement de cette acquisition se fera par emprunt.

Monsieur Germain Jobin : j'avais déjà fait la remarque il y a deux ans. Si je ne conteste absolument pas le fait d'acheter ce terrain, c'est le prix qui est un peu élevé. On a donné la même chose à la famille Bilat, je pense qu'on va avoir du mal à être plus bas. Dans les journaux, on a pu voir qu'au Bémont, ils ont vendu du terrain à Fr. 8.00/m², il n'est pas viabilisé, on ne peut pas comparer ce qui n'est pas comparable, mais ça fait quand même une sacrée différence. C'est juste une remarque.

Au vote, le point 6 a) est accepté à l'unanimité.

b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte relatif à la propriété foncière concernant cette acquisition

Entrée en matière.

Monsieur Gérard L'Hôte : afin de respecter la législation, il est nécessaire que le Conseil général ratifie l'acquisition de ce bien immobilier. Par souci pratique, le Conseil communal vous propose de lui accorder la compétence de ratifier le contrat de vente.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Débat de fond.

Monsieur Gérard L'Hôte : je n'ai pas de remarque particulière à ajouter.

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, le point 6 b) est accepté à l'unanimité.

c) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition

Entrée en matière.

Monsieur Gérard L'Hôte : comme pour le point 6 b), la compétence de contracter un emprunt de cette somme appartient au Conseil général. Par souci pratique, le Conseil communal vous propose de lui accorder la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Débat de fond.

Monsieur Gérard L'Hôte : je n'ai pas de remarque particulière à ajouter.

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, le point 6 c) est accepté à l'unanimité.

7. Election d'un membre à la commission "Structure d'accueil" en remplacement de M. Marcel Humair, démissionnaire

Monsieur Thierry Bilat : le groupe PCSI propose la candidature de Monsieur Sébastien Perret-Gentil.

Aucune autre proposition n'est faite.

Au vote, Monsieur Sébastien Perret-Gentil est élu à l'unanimité.

Monsieur le Président, Gilles Cattin : avant de terminer cette séance, j'aimerais adresser quelques mots à Monsieur le Maire, Daniel Kurz, pour qui c'était ce soir le dernier Conseil général. Cher Daniel, au nom du Conseil général, je tiens à te remercier pour tout le dévouement et l'engagement que tu as eus pour la Commune des Bois durant toutes ces années au service de la collectivité dans diverses fonctions et finalement comme Maire. Durant tes activités, tu as eu à mener des dossiers difficiles, établir des budgets avec les moyens qui sont les nôtres. Durant ces multiples séances, tu as été chahuté, les débats ont

parfois été vifs. C'est avec expérience, du recul sur les choses et un grand calme que tu as pris les décisions réfléchies pour le bien-être du plus grand nombre. Nous te remercions infiniment. Je te remets ici un petit cadeau. Pour terminer et avant de passer à l'apéritif en ton honneur, je te souhaite un bon rétablissement et une très bonne santé, tu en sais quelque chose après des moments difficiles, ainsi qu'à toute ta famille. Daniel, maintenant tu es libre ! Croque la vie à pleines dents ! Et merci à toi.

Les personnes présentes applaudissent chaleureusement.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : j'aimerais vous remercier, Monsieur le Président, pour me redonner ma liberté ! Je vous remercie aussi de toute la confiance que vous m'avez témoignée durant ces dernières années. Cela fait tout de même 10 ans que je travaille pour la collectivité, dont 6 ans comme Maire. Je vous dirais que c'est un bail de très longue durée, c'est aussi un grand travail, mais que j'ai toujours essayé d'accomplir dans une vision de développement et de bien-être pour la Commune. Il y a 10 ans, c'était aussi la création du Conseil général, je n'ai donc jamais participé à des assemblées communales. On a construit une crèche, les stations d'épuration, on a réalisé une zone hameau, un nouveau plan de zones étant donné qu'on a vendu 40 parcelles de terrain en 10 ans, ce qui est déjà remarquable. Pour moi, la plus belle chose, c'est l'amélioration considérable du réseau d'eau et surtout l'adjonction de nouvelles maisons au réseau d'eau, dont la mienne fait partie. Ces jours de sécheresse, j'en profite et je peux m'exprimer en connaissance de cause puisque durant de nombreuses années, j'ai dû véhiculer cette denrée si précieuse à la vie de tous. Pour moi, aujourd'hui, c'est encore un grand luxe de pouvoir ouvrir simplement le robinet et de voir couler l'eau. Alors, il est vrai que chaque fois qu'on passait le budget, j'avais un petit sourire de coin quand les gens disaient que l'eau était trop chère. Je vous dirais, le jour où vous en manquez, l'eau n'a pas de prix. Naturellement, la plus grande déception dans ma carrière de Maire, c'est la vente des terrains Franck Muller qui n'a jamais trouvé son épilogue et qui certainement ne le trouvera jamais. Ce sont des heures d'énergie perdues et ce sont les seules insultes vraiment violentes que j'aie reçues. Sinon, je trouve que la Commune des Bois est une commune très "gentille", les gens sont très appréciables et il fait bon la gérer. Durant ces 10 ans, j'ai rencontré des gens de tous milieux, de toutes professions et ce fut un enrichissement personnel. Simplement pour cela, je dirais qu'il vaut la peine de participer à un exécutif. Je souhaite naturellement à mon successeur, Monsieur Michäel Clémence, beaucoup de passion, de joie dans son nouveau mandat, moins d'emmerdements que moi, peut-être un petit peu moins de "nom de Dieu" ! Je remercie aussi tous les participants au Conseil communal pour l'aide qu'ils m'ont apportée. A vous tous, au Conseil général, je vous souhaite encore de nombreux débats autonomes pour la cause de la plus belle commune jurassienne. Merci de votre attention et bonne soirée.

Les personnes présentes applaudissent chaleureusement.

La séance est levée à 20 h 50.

Au nom du Conseil général
Les Bois
Le Président: La Secrétaire :